

PROJET DE RESOLUTION RELATIF A LA CITES

présenté par le Royaume-Uni

soutenu par l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, le Chili, le Costa Rica, l'Equateur, la France, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Luxembourg, le Panama, le Pérou, le Mexique, la Nouvelle Zélande, l'Espagne, le Royaume Uni, les Etats-Unis d'Amérique.

RECONNAISSANT que la Commission Baleinière Internationale (CBI) est l'organisation compétente au plan international pour la conservation et la gestion des stocks de baleines ;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS que la Convention sur le Commerce International des Espèces de Faune et de Flore Sauvages Menacées d'Extinction (CITES) a adopté la Résolution Conf. 11.4 (Rév. COP12) qui reconnaît la CBI en tant que principale source d'informations sur les stocks de baleines dans le monde ;

NOTANT que le Comité Scientifique de la CBI examine de façon permanente l'état de tous les stocks de baleines ;

NOTANT que le moratoire sur la chasse commerciale à la baleine est en vigueur depuis 1986, qu'il demeure en vigueur et que les motifs le sous-tendant demeurent valables ;

SE FELICITANT de la coopération continue entre la CITES et la CBI sur les questions liées au commerce international des produits baleiniers, et appelant instamment tous les gouvernements à continuer de soutenir les obligations de la CBI et la CITES relatives à cette question ;

NOTANT PAR AILLEURS la Résolution 11.4 (Rév. CoP12) de la Conférence de la CITES sur la conservation des cétacés, le commerce des spécimens de cétacés et la relation avec la Commission Baleinière Internationale, qui fait état, notamment, de sa préoccupation du fait que le commerce international de la viande et d'autres produits baleiniers ne fait pas l'objet d'une surveillance ou d'un contrôle suffisant au plan international, reconnaît que la CBI est la source principale d'informations sur les stocks des baleines dans le monde et recommande aux parties signataires de la CITES de convenir de n'accorder aucune autorisation d'importation ou d'exportation ou certificat d'introduction de la mer, au titre de la CITES, à des fins essentiellement commerciales, de tout spécimen d'une espèce ou d'un stock protégé de la chasse commerciale à la baleine par la Convention Internationale pour la Réglementation de la Chasse Baleinière ;

PAR CONSEQUENT, LA COMMISSION :

AFFIRME que le moratoire sur la chasse commerciale à la baleine reste en vigueur et que les motifs le sous-tendant restent pertinents ;

EXPRIME SON APPRECIATION du fait que la CITES reconnaît le Comité Scientifique de la CBI comme étant l'instance internationale universellement reconnue et dotée des compétences internationales pour examiner et évaluer l'état des stocks de baleines dans le monde ;

REAFFIRME le rôle important de soutien de la CITES des décisions de gestion de la CBI en matière de conservation des stocks de baleines ainsi que l'importance d'une coopération continue entre la CITES et la CBI ;

REAFFIRME l'importance d'une coopération continue entre la CITES et la CBI en matière de conservation des stocks de baleines à travers la réglementation et la gestion du commerce international des produits baleiniers ;

CONSIDERE que la CBI n'a pas encore complété les mesures requises pour réglementer la chasse commerciale à la baleine ;

CONSIDERE que tout assouplissement des restrictions existantes sur le commerce au titre de la CITES pourrait avoir des effets néfastes considérables sur le moratoire relatif à la chasse commerciale à la baleine et accroître les menaces pesant sur les baleines ;

DEMANDE aux Gouvernements Contractants de respecter la relation entre les deux conventions et de ne pas tenter de transfert des espèces de cétacés de l'Annexe I de la CITES.

DEMANDE PAR AILLEURS au Secrétariat d'envoyer une copie de la présente résolution au Secrétariat de la CITES.